

Numérique :
**QUI PAIE LA
FRACTURE ?**

arc

Action et Recherche Culturelles asbl

Retour sur le colloque : Balises pour un nouveau secteur de l'inclusion numérique

16 décembre 2024
La Maison de la Francité
Bruxelles

Intro

16 décembre 2024
La Maison de la Francité
Bruxelles

Retour sur le colloque : Balises pour un nouveau secteur de l'inclusion numérique

Dans le cadre de sa campagne 2024 intitulée « **Numérique : qui paie la fracture ?** », l'ARC a organisé un colloque d'envergure le 16 décembre 2024, qui a réuni un large panel d'acteurs du secteur de l'inclusion numérique. Cet événement, tenu à la Maison de la Francité à Bruxelles, a permis de mettre en lumière les défis et les opportunités critiques pour la création d'un secteur non marchand structurant en matière d'inclusion numérique.

Retour sur le colloque :

Balises pour un nouveau secteur de l'inclusion numérique

16 décembre 2024
La Maison de la Francité
Bruxelles

Une mobilisation diversifiée pour des solutions concrètes

Associations, institutions, CPAS, responsables politiques et acteurs associatifs se sont rassemblés pour débattre des problématiques actuelles liées à l'accès au numérique. Cette matinée d'échanges a été ponctuée par des interventions clés :





Michel Boving,

directeur de l'ARC asbl, a présenté les actions de 2024, soulignant les coûts de la fracture numérique pour les citoyens et le rôle crucial des opérateurs d'inclusion. Les politiques actuelles, centrées sur l'inclusion et la vulnérabilité, omettent d'évaluer les coûts réels supportés par les acteurs de terrain. Deux approches complémentaires d'inclusion émergent : Directe, reliant citoyens et services numériques et Indirecte, via les opérateurs sociaux. Avec la fin des financements européens en 2025, ces services risquent de disparaître. Des solutions durables sont indispensables pour préserver les progrès réalisés.



Daniel Flinker,

Coordinateur chez Lire et Écrire
Bruxelles,

et **Frédéric Aerden,**
chargé de mission chez Le Forum,

ont partagé des réflexions issues d'actions militantes récentes menées par leur association, notamment la lutte pour la garantie d'accès à des guichets non-numériques, et les travaux de l'école de transformation sociale.



Le Comité Humain du Numérique,

coordonné par Habitant.e.s
des Images, a abordé
les enjeux sociétaux
de la numérisation en
revenant sur l'expérience
et l'aventure du Code du
numérique et la mobilisation
populaire qui l'a porté.



Gabor Tverdota,

chargé de recherches à l'ARC, a
présenté son étude portant sur
les conséquences néfastes de la
numérisation de la société quant aux
conditions d'émergence de l'intelligence
collective nécessaire à l'émancipation
des publics populaires et à la réalisation
de l'idéal de démocratie culturelle
propre à l'éducation permanente.



Alain Maron,
ex-ministre bruxellois,

et **Stefan Platteau,**
président de CABAN-DIBAG,

ont proposé un dialogue intersectoriel, mettant en parallèle les dynamiques du secteur social-santé et celles de l'inclusion numérique. Ils ont pu opposer leurs diagnostics et leurs constats, en formulant des perspectives possibles pour un secteur numérique fonctionnel et pleinement reconnu.

Les grandes thématiques abordées

Le programme du colloque était structuré autour de trois sessions principales :

- 1. Qui paie la fracture numérique ?**
Un retour sur les travaux de recherche de l'ARC et une analyse approfondie des inégalités liées à l'accès aux outils numériques.
- 2. Besoins et luttes autour de la numérisation**
Des échanges nourris à partir de cas concrets d'actions militantes et de mobilisations locales.
- 3. De projets ponctuels à une reconnaissance sectorielle**
Une discussion sur les conditions nécessaires à la création d'un secteur dédié à l'inclusion numérique, avec une emphase sur le dialogue entre secteurs connexes.



Résultats et perspectives

L'une des grandes conclusions du colloque a été la nécessité d'établir un cadre stratégique commun pour structurer les initiatives en inclusion numérique. Des axes prioritaires ont été identifiés, notamment :

- Le besoin d'une reconnaissance institutionnelle pour les acteurs de l'inclusion numérique.
- La création de passerelles entre les secteurs (social, éducatif, emploi, éducation permanente, etc.).
- L'importance du développement d'outils pédagogiques capables de sensibiliser et d'impliquer les publics qui sont précarisés par la numérisation et qui sont susceptibles de les impliquer davantage dans la montée en puissance politique de la question.
- Une mobilisation renforcée autour des ressources financières nécessaires à la pérennisation des projets. Notamment, il fut question d'un besoin accru de transparence quant à l'équilibre des coûts et des bénéfices

Ressources et outils partagés

Lors de l'événement, les participants ont eu accès à plusieurs documents clés, dont :

- **Une brochure synthétisant** les principales pistes de réflexion abordées ([disponible en version numérique via ce lien](#)).
- **Le numéro 11 de la revue Permanences Critiques**, intitulé « **La puissance opaque du numérique et les mirages de l'intelligence** », comprenant l'étude présentée et débattue par [Gabor Tverdota](#) lors du colloque.
- Une série de présentations/diapositives réalisées par les différents intervenants et synthétisant les éléments de leurs prises de paroles :

[Michel Boving](#)
[Daniel Flinker](#)
[Frédéric Aerden](#)
[Comité humain du numérique](#)
[Stefan Platteau](#)

conclusion

Nous remercions chaleureusement tous les participants pour leur engagement, leurs contributions et leur volonté commune de bâtir un futur plus inclusif pour tous. Nous engageons de même toutes les parties prenantes de ce débat à réserver des suites à cette discussion essentielle : par la poursuite des discussions, par la lecture des ressources produites par le secteur et par un travail d'interpellation soutenu auquel l'ARC entend se rallier tant que possible.



Numérique :
**QUI PAIE LA
FRACTURE ?**

arc

Action et Recherche Culturelles asbl